CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RECOMMANDATION N° R (96) 9

DU COMITÉ DES MINISTRES AUX ÉTATS MEMBRES

RELATIVE À L'APPLICATION PRATIQUE

DE LA CONVENTION EUROPÉENNE D'EXTRADITION

*(adoptée par le Comité des Ministres le 5 septembre 1996,
lors de la 572^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Désireux de renforcer encore la coopération européenne dans la lutte contre la criminalité ;

Eu égard à la Convention européenne d'extradition ;

Désireux de faciliter l'application pratique de cette convention,

Recommande aux gouvernements des Etats membres parties à cette convention de s'inspirer pour son application des principes suivants, en ce qui concerne :

a. l'article 20 :

dans la mesure où les demandes d'extradition présentées en application de l'article 12 de la convention contiennent une demande de remise d'objets, fondée sur l'article 20, l'Etat requis doit tout mettre en œuvre pour faciliter la remise des objets en question par le biais de la procédure d'extradition ;

b. les articles 17 et 15 :

lorsque l'extradition est demandée concurremment par deux Etats ou plus, l'Etat requis, si sa loi nationale le lui permet, informe l'Etat auquel la personne est livrée s'il donne son assentiment à ce que celle-ci soit réextradée vers un Etat donné ; de même, il indique les infractions pour lesquelles vaut cet assentiment.

Lorsque l'extradition est demandée concurremment par deux Etats ou plus, l'Etat requis, si sa loi nationale le lui permet, informe l'Etat auquel la personne est livrée s'il donne son assentiment à ce que des procédures soient engagées à l'encontre de cette personne pour des infractions ayant donné lieu à l'une ou l'autre des demandes concurrentes d'extradition.